

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
085/2024	Régime indemnitaire de la filière police – Instauration de l'ISFE : Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement	10/12/2024	4.5 Régime indemnitaire

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

L'an deux mille **vingt-quatre**, le **dix décembre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **24**
Procurations : **2**
Votes : **26**

Date de la convocation : **4 décembre 2024**

OBJET : Régime indemnitaire de la filière police – Instauration de l'ISFE : Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, AMAT Bruno, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, PERRIN Christine représentée par HOUDIN Florence

Absent excusé : ROSELLO Louis

En application de l'article L.714-13 du Code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la **police municipale** et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relèvent pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

A cet effet, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière **police municipale** a été institué par le **décret n°2024-614 du 26 juin 2024**. Il prend la dénomination d'indemnité spéciale de fonction et d'engagement : **ISFE**.

Les dispositions du décret répondent à la volonté de **simplifier** et rendre plus **attractif** le régime indemnitaire des **policiers municipaux** et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) ainsi que l'indemnité spéciale de fonctions, deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

A compter du 29 juin 2024, les collectivités ont la possibilité d'instituer par délibération l'I.S.F.E. après **consultation pour avis du comité social territorial (C.S.T.)**.

Les collectivités qui disposaient déjà d'un régime indemnitaire propre à leurs agents de police municipale ou leurs gardes-champêtres doivent adopter cette délibération avant le 1^{er} janvier 2025.

L'ISFE se compose :

- D'une part fixe, versée mensuellement, correspondant à un pourcentage appliqué individuellement au montant du traitement soumis à retenue pour pension, dans la limite des taux suivants :

32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
30 % pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

- D'une part variable pour un montant annuel maximum de :

9500 € pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
7000 € pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
5000 € pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
5000 € pour le cadre d'emploi des gardes champêtres.

Les critères d'attribution de la part variable sont les suivants :

- Efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs ;
- Compétences professionnelles et techniques ;
- Qualités relationnelles ;
- Capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle.

La part variable peut versée annuellement, ou mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini et complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

Au regard de ces éléments, **il a donc été proposé au Conseil municipal d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement.**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L5111-1 à L5915-3

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.714-4, L714-6, L714-9, L714-11, L714-13, L612-5,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu l'avis du comité social territorial en date du **29 octobre 2024**,

Considérant le besoin d'attribuer un régime indemnitaire aux policiers municipaux qui exercent leurs missions au sein de la collectivité ou l'établissement,

Le Conseil Municipal, à l'Unanimité décide de :

Article 1 :

Instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour les agents relevant des cadres d'emplois de la police municipale.

Article 2 :

Instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

- Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des directeurs de police municipale
- Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
- Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale

Article 3

Instaurer une part fixe. Son montant sera attribué individuellement dans la limite du pourcentage mentionné ci-dessous appliqué au montant du traitement soumis à retenue pour pension :

32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,

Article 4

Instaurer une part variable, attribuée individuellement dans la limite des montants annuels suivants :

9500 € pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

7000 € pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

5000 € pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,

Les critères d'attribution de la part variable sont les suivants :

- Efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs ;
- Compétences professionnelles et techniques ;
- Qualités relationnelles ;
- Capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N.

Article 5 :

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini à l'article 4. Elle sera complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Article 6 :

Conformément aux dispositions de l'article L714-9 du code général de la fonction publique, dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la cinquième partie du code général des collectivités territoriales relative à la coopération locale (articles L5111-1 à L5915-3), ils conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application de l'article L714-11.

Les fonctionnaires de la Commune pourront également bénéficier des avantages acquis maintenus compte tenu des dispositions de l'article L714-11 du code général de la fonction publique, sous réserve de leur éligibilité et dans les conditions fixées par les délibérations ayant instauré ces avantages.

Lors de la première application du décret n°2024-614 du 26 juin 2024, si le montant indemnitaire perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre de son régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage et dans la limite du montant prévu par l'article 4 de la présente délibération.

Article 7 :

Conformément aux dispositions de l'article L714-6 du code général de la fonction publique, ce régime sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés de maternité, congés de naissance, congés pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congés d'adoption, congés de paternité et d'accueil de l'enfant, sans préjudice de leur modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service.

Par ailleurs, en application du principe de parité prévu à l'article L714-4 du code général de la fonction publique, l'assemblée délibérante peut déterminer les conditions de maintien du régime indemnitaire du fait des absences

pour raison de santé dans les limites prévues par le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire.

Durant les congés de maladie ordinaire et les congés pour invalidité temporaire imputable au service, le montant de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

Durant les congés de longue maladie ou de maladie de longue durée, le versement de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est maintenu à hauteur de 33% la première année et de 60% la deuxième et la troisième année.

Toutefois, lorsqu'un congé de maladie ordinaire est requalifié en congé de longue maladie ou de longue durée, le montant d'indemnité spéciale de fonction et d'engagement versé demeure acquis à l'agent.

Ces différentes périodes restent sans incidence sur les dispositions des régimes indemnitaires qui prévoient leur modulation en fonction des résultats et de la manière de service, tel que la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement. Celles-ci demeurent applicables et restent conditionnées par les résultats de l'évaluation de l'agent sur ces critères, sans préjudice pour l'autorité territoriale de le moduler en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Durant les périodes à temps partiel :

- De droit ou sur autorisation, le fonctionnaire perçoit une fraction des primes et indemnités de toute nature afférente soit à son grade et à son échelon, soit à l'emploi auquel il a été nommé, conformément aux dispositions de l'article L612-5 du code général de la fonction publique
- Pour raison thérapeutique, le montant du régime indemnitaire est proratisé au regard de la durée effective de service.

Durant la période de préparation au reclassement, le versement du régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

Article 8 :

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception des indemnités horaires pour travaux supplémentaires et des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, ainsi que les astreintes et dépassement régulier de cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

Article 9 :

Les présentes dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Article 10 :

A compter de cette même date, les dispositions de la délibération n° 85/2013 du 5 novembre 2013, relatives à l'indemnité d'administration et de technicité et à l'indemnité spéciale mensuelle de fonction, attribuées aux agents relevant de la filière police municipale, sont abrogées.

Article 11 :

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'Etat ;
- date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de la Commune ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.